

Assemblée générale : 100 millions de dollars promis pour les réfugiés palestiniens

5 décembre 2006 – Dix-sept États membres, le Saint-Siège et la Commission européenne ont annoncé hier des contributions financières pour l'année 2007 d'environ 100 millions de dollars au budget ordinaire et aux programmes d'aide spéciale de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), qui a sollicité l'aide des pays producteurs de pétrole.

« La situation du Territoire palestinien occupé est quasiment désespérée », a prévenu, au nom de la Commissaire générale de l'[UNWRA](#), Karen Abu-Zeid, le Commissaire général adjoint, Filippo Grandi, rapporte un [communiqué](#) publié à New York.

Il y a un an, James Wolfensohn, l'Envoyé spécial du Quatuor pour la reconstruction de ce territoire, estimait qu'il fallait trois milliards de dollars pour redévelopper Gaza, tout en assurant la liberté de circulation conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès conclu le 15 novembre 2005, par les Israéliens et les Palestiniens.

Mais un rapport publié récemment par l'UNRWA indique que la consommation des ménages palestiniens a diminué de 500 millions de dollars en 2006 par rapport à 2005 (voir aussi l'évaluation du Programme alimentaire mondial ([PAM](#)) [dépêche](#) du 2.06.06).

« L'économie palestinienne est complètement inexistante du fait du siège imposé par Israël et des restrictions de l'aide décidées par certains pays après les élections législatives qui, en janvier dernier, ont porté le Hamas au pouvoir », a dit Filippo Grandi devant la Commission spéciale de l'Assemblée générale pour les annonces de contributions volontaires à l'UNWRA.

Quelque 80% des habitants de Gaza vivent, en ce moment, sous le seuil de pauvreté, a-t-il déclaré, soulignant que cette année, le montant de l'Appel d'urgence en faveur des Palestiniens s'est élevé à 171 millions de dollars pour essayer de faire face à la situation.

Ce montant devrait doubler en 2007 pour satisfaire des besoins croissants.

Au début de 2005, l'UNRWA avait lancé un plan à moyen terme pour redresser l'état de ses finances, l'Office ayant été en déficit pendant plusieurs décennies. Mais à la mi-novembre de cette année, les donateurs s'étaient engagés à verser seulement 365,9 millions de dollars.

Sur cette somme, 351 millions de dollars sont en réalité déjà affectés au fonctionnement des 663 écoles et 125 cliniques et centres de santé que gère l'UNRWA.

L'Office souffre donc, en ce moment, d'un déficit budgétaire de 108 millions de dollars.

Devant, d'autre part, assumer une masse salariale de 30 millions de dollars par mois, l'UNRWA a du mal à équilibrer ce budget du fait des fluctuations du dollar. Par manque de ressources, il n'arrive pas à recruter le personnel dont il a besoin ni à remplacer ceux qui s'en vont ou qui ont perdu la vie.

Le Commissaire général adjoint a donc lancé un appel pressant aux pays qui ont bénéficié, ces dernières années, des énormes bénéfices générés par la hausse du cours du pétrole.

« Il suffirait, a-t-il préconisé, de consacrer une petite fraction de ces fonds à l'aide humanitaire pour améliorer de manière spectaculaire le sort des réfugiés palestiniens ».

L'UNRWA a été créé en 1949 par la résolution 302 (IV) de l'Assemblée générale « pour prévenir toute détresse et situation de famine ou de disette auxquelles pourraient être soumis les réfugiés de Palestine » qui ont quitté leur foyer en 1948.

Première grande action humanitaire lancée par la nouvelle ONU, l'Office est devenu la plus grande agence humanitaire opérationnelle du système des Nations Unies. Il fournit aujourd'hui une assistance dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la nutrition et des services sociaux de base à plus de quatre millions de réfugiés palestiniens vivant au Liban, en Syrie, en Jordanie, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.